

DÉBAT CITOYEN

PIERRE DE BRESSE – LE 16 Février 2019.

21 participants.

Après l'accueil et le rappel des règles du jeu, il est précisé que le débat a pour objet l'émergence de propositions. Les doléances ou revendications sont recueillies dans une urne, à l'entrée de la salle.

Les thèmes retenus sont ceux du « Grand Débat National » pour faciliter les échanges et le compte rendu qui en sera fait. Pas de question, la parole est libre.

Un participant s'étonnant que le « pouvoir d'achat », origine du mouvement, ne soit pas à l'ordre du jour, la salle accepte d'en ajouter le thème en fin de réunion.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Élections :

- 1) Déconnecter l'élection présidentielle de l'élection des députés est une proposition unanime.
- 2) Vote obligatoire : est aussi une proposition unanime mais certain(e)s la conditionnent à la reconnaissance du vote blanc.
- 3) Vote blanc : Proposition très discutée.
Pour certain(e)s l'élection se renouvelle jusqu'à ce qu'un(e) candidat(e) recueille la majorité des suffrages (concerne essentiellement l'élection présidentielle).
- 4) Proportionnelle : Proposition unanime mais la dose de proportionnelle varie. Elle est toujours importante (jusqu'à 100%) et donc significative.
- 5) Les mandats et les élu(e)s :
 - Les mandats sont limités dans l'espace (pas de cumul) et dans le temps (un renouvellement maximum). Il faut rendre cette mesure possible en créant des outils spécifiques de reconversion et de retour à l'emploi pour permettre la diversité sociale des élu(e)s.
 - Obligation pour les élu(e)s de comptes rendus réguliers de leur mandat auprès de leurs électeurs. - Réunion publique avec débat -.

Démocratie réelle :

Suppression du verrou de Bercy car c'est un pouvoir des « hauts fonctionnaires » sur les décisions prises pas les élu(e)s. Unanimité.

ORGANISATION DE L'ÉTAT ET SERVICE PUBLIC

Organisation territoriale :

- 1) Remise en cause du mille feuilles territorial et besoin d'information et de clarification sur les compétence de chaque niveau.
- 2) A la fois, souhait de voir les plus petites communes fusionnées pour avoir quelques moyens d'agir et contestation de l'éloignement démocratique que constitue la Comcom qui concentre les pouvoirs. Malgré tout, la nécessité de regrouper les moyens s'exprime. Comment concilier ces deux voies.

Service public :

- 1) Égalité territoriale : Le milieu urbain bénéficie de la proximité des services et d'un accès de qualité à internet. Le milieu rural n'a ni l'un ni l'autre.
- 2) Numérique : Pour des raisons d'accessibilité, de compétence, d'appétance et (ou) de moyens financiers, de nombreuses personnes ne peuvent supporter la dématérialisation administrative. L'ensemble des participants souhaite le maintien et la présence d'interlocuteurs **humains**. - Nous ne sommes pas des robots !!! -

Éducation Nationale :

Les expérimentations montrent que des classes moins chargées donnent de meilleurs résultats et améliorent l'égalité des chances. Il faut donc augmenter le nombre des enseignants et ouvrir des classes.

Service de santé :

- 1) Les services médicaux (hôpital, maternité, spécialiste, ...) s'éloignent. Les moyens de transport pour y accéder doivent, en conséquence, être renforcés et financés.
- 2) Les dépassements d'honoraires (et bien sûr les dessous de table) doivent être interdits.
- 3) Les services permettant le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées doivent être améliorés et multipliés.

EPADH :

- 1) Besoin important de places en EPADH et coût trop élevé des établissements privés.
- 2) Les facturations ne sont pas assez précises pour permettre un contrôle et une bonne prise en charge.

Responsabilité :

La moitié des participants souhaite que les « hauts fonctionnaires », en cas de faute, puissent être licencié(e)s et non muté(e)s avec promotion.

FISCALITÉ ET DÉPENSE PUBLIQUE.

Fiscalité :

Un rapport de l'OCDE estime le poids de la fiscalité en Europe à 40% du PIB et en France à 48% mais la comparaison est délicate car les services publics et les infrastructures y sont très inégaux. Par exemple, la couverture sociale française est l'une des meilleures et la qualité des infrastructures participe de l'attractivité de la France. Toutefois, le système de santé pourrait être plus efficace (médicaments trop chers, paiement à l'acte, surcharge des urgences, ...). Les participants souhaitent une plus grande transparence sur l'utilisation de l'argent public.

Justice fiscale :

- 1) IRPP : Création d'une tranche supplémentaire au barème de l'impôt.
43% des français ne paient pas d'IRPP qui est un impôt progressif. La majorité des participants souhaite que tous les français paient l'IRPP et que cela soit compensé **intégralement** par une baisse de la TVA sur les produits de premières nécessités.
- 2) Taxe d'habitation : Sa suppression est plutôt bien accueillie.
- 3) Taxe foncière : Les valeurs locatives datant de 1970, les communes devraient, pour une meilleure justice sociale, revoir cette base fiscale sans forcément augmenter le montant global. Révision de la répartition.
- 4) ISF : Rétablissement de cet impôt sauf si le capital est orienté vers l'investissement des entreprises.
- 5) Imposition des entreprises :
 - Taxation des GAFAM et des multinationales sur leurs activités en France.
 - Augmentation de la lutte contre la fraude fiscale et limitation maximale de l'optimisation fiscale.
- 6) Cotisation retraite : Gestion des fonds par les cotisants (proposition non consensuelle).
- 7) Entreprises publiques : Augmenter les revenus de l'État.
 - Ne pas vendre « les bijoux de famille » et chercher à maximiser leurs bénéfices.
 - Renationaliser certaines, notamment les autoroutes.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE.

- 1) Mettre des moyens pour une prise de conscience générale de l'urgence écologique pour modifier les comportements individuels et les décisions politiques à tous les niveaux (de la commune à l'Europe).
- 2) Mettre de la cohérence dans les politiques gouvernementales pour qu'elles soient lisibles, stables et efficaces.
- 3) Investir dans l'éducation et la formation professionnelle.
- 4) Investir dans le développement de la production d'énergie verte.
- 5) Réfléchir et maîtriser les pollutions créées par les nouvelles technologies et les véhicules électriques.
- 6) Créer une « cotation » publique (publiée) des entreprises sur leurs actions et résultats en matière de responsabilité sociale et écologique.
- 7) Réduire réellement l'usage des pesticides qui provoquent une diminution très inquiétante de la biodiversité.
- 8) Valorisation des agriculteurs qui mettent en œuvre les bonnes pratiques agricoles dans le but de les vulgariser et de créer un effet d'entraînement.
- 9) Remise en cause de la croissance telle que définie actuellement. La consommation « physique et matérielle » doit baisser.

POUVOIR D'ACHAT.

- 1) Interdire toute rémunération inférieure au SMIC.
- 2) Égalité réelle des rémunérations Homme/Femme.
- 3) Rémunération au SMIC limitée dans le temps. Pas plus de 2 ans.
- 4) La Flat Tax ne peut s'appliquer que sur 33% des bénéfices distribués aux actionnaires. - La proposition ne fait pas consensus -
- 5) Retraites :
 - Suppression de la cotisation Assurance Maladie de 1%.
 - Indexation des retraites sur l'indice INSEE et sur l'évolution des salaires.
- 6) Perte du pouvoir d'achat : Rattrapage de la perte de pouvoir d'achat pour les retraités et les fonctionnaires.